

Intervention FGMM – 50^{ème} Congrès confédéral - Lyon Juin 2022

Egun On Camarades, c'est sûrement de cette manière que Jean Claude Labadie, secrétaire général de la métallurgie Pays Basque Landes aurait commencé son intervention. Il aurait dû assister à ce congrès, il est décédé subitement il y a tout juste un mois, nous pensons très fort à lui.

Ce mandat n'aura pas été de tout repos. Nous relevons une fatigue, une usure des militantes et militants, plus que jamais en première ligne.

Débuté sur l'enthousiasme d'être le premier syndicat de France, nous avons dû très vite affronter les difficultés.

Les ordonnances Macron, prises sans écoute des partenaires sociaux, sont bien loin d'avoir amélioré le dialogue social. Les élus sont absorbés par un carcan institutionnel qui les épuise. Ils peinent à mener à bien toutes leurs missions et se trouvent de plus en plus éloignés des salariés.

Dès la mise en œuvre des ordonnances, la FGMM a affiché une position critique. 5 ans après, les faits nous donnent malheureusement raison. Comme le relève le rapport du comité d'évaluation des ordonnances de décembre 2021, la révolution culturelle du dialogue social en entreprise n'a pas eu lieu. Les employeurs ne sont pas devenus plus matures et considèrent encore trop souvent les instances du personnel comme une contrainte technique, un passage obligé.

Les analyses critiques publiées sur le sujet par la confédération sur les ordonnances montrent la nécessité absolue de les corriger.

Un dialogue social institutionnel alourdi, une diminution des moyens militants, une limitation à 3 mandats successifs, autant de facteurs qui pèsent aussi sur la vie de nos syndicats, de nos fédérations, de nos URI. Les militants se recentrent sur leurs missions dans les entreprises, les structures en souffrent avec des collectifs qui se réduisent à peau de chagrin.

C'est dans ce contexte de transformation du dialogue social que nous avons eu à affronter la crise sanitaire de la Covid et ses conséquences économiques et sociales.

Les militants se sont démultipliés sur tous les fronts pour répondre aux contraintes sanitaires et aux sollicitations des employeurs et des salariés.

Moins nombreux, plus isolés et de plus en plus sollicités, il leur est devenu bien difficile de mener à bien toutes leurs missions.

Les syndicats doivent être de véritables soutiens pour les militants, ils doivent être en capacité d'apporter leur aide, répondre aux demandes. Ces demandes sont de plus en plus nombreuses, nous devons nous réorganiser pour que les syndicats puissent jouer pleinement leur rôle.

Cette crise a mis en avant les salariés dits de première ligne, applaudis pendant la crise mais aussitôt malmenés, oubliés dès que pointe un semblant de retour à la normale.

Les travailleurs de l'industrie, le plus souvent loin des projecteurs médiatiques, ont occupé eux aussi une place majeure pour traverser la crise sanitaire. Dans la branche de la métallurgie, le dialogue social actif et constructif, a permis dans cette période de trouver des solutions pour préserver l'emploi et les compétences.

La CFDT a su répondre présente pour accompagner efficacement les salariés et les militants. Les messageries dédiées ont été fort utiles aux militantes et militants dans la gestion de crise mais aussi à l'ensemble des salariés qui ont trouvé un réceptacle pour leurs demandes.

La crise sanitaire a fortement changé les relations au travail, elle a fracturé encore un peu plus la société. Des tensions marquées sont ainsi apparues entre ceux qui devaient se rendre sur leur lieu de travail et ceux qui pouvaient télétravailler.

Le télétravail, si décrié avant crise, prend une place de plus en plus large dans les organisations du travail, questionnant nos pratiques syndicales, ou encore la relation de chacun à la communauté travail.

Les questions touchant les équilibres vie professionnelle/vie personnelle, le sens du travail, la qualité du travail sont de plus en plus prégnantes et nous devons nous en saisir partout pour placer le travail au centre de nos réflexions.

La crise COVID et la guerre en Ukraine ont mis en lumière la dépendance et les fragilités de la France et de l'Europe. Ces crises montrent aussi les limites de la mondialisation. La covid a mis en exergue notre dépendance à l'Asie, la guerre en Ukraine met en avant la dépendance vis-à-vis des pays de l'Est de l'Europe. Toute crise est une opportunité de se renforcer,

encore faut-il s'en donner les moyens. Il est aujourd'hui indispensable de repenser nos modèles de production, de consommation pour regagner de l'autonomie, dans un mouvement de transition écologique juste, pour être socialement acceptable et acceptée.

Qui dit transition, dit accompagnement et les enjeux de formation professionnelle des salariés sont énormes. Répondre aux besoins des nouveaux métiers, permettre aux salariés impactés par les évolutions d'y accéder nécessitent des investissements conséquents le plus souvent négligés par l'état et les employeurs. La réforme de la formation professionnelle n'y a pas totalement répondu, nous devons obtenir plus pour faire face aux enjeux.

C'est par exemple le cas pour l'industrie automobile. La fin annoncée des moteurs thermique en Europe en 2035 nécessite un accompagnement de grande ampleur pour les salariés de la filière. Pour en étudier les conséquences, le Ministre de la « souveraineté industrielle » a rencontré dans l'urgence les acteurs de la filière. Mais par acteur de la filière, il entend la seule partie patronale, nous devons lui rappeler que les salariés impactés par ces transformations sont tout autant et plus encore des acteurs de la filière. La FGMM avec ses partenaires à largement travaillé sur le sujet, nous avons des propositions à faire nous les porterons au ministre en lui rappelant que nous aussi nous sommes acteurs de la filière.

L'inflation est venue nous percuter en cette fin de mandat. En moyenne annuelle elle pourrait ainsi se situer entre 3,7 % et 4,4 % pour l'année 2022 et demeurer à un niveau élevé jusqu'à fin 2023. Elle atteint en ce moment même 5,2% en glissement annuel, et ce malgré les mesures gouvernementales prises pour contenir la hausse des prix de l'énergie en France. Un niveau qu'on n'avait plus vu depuis 37 ans, 5,2% d'inflation cela correspond à un surcroit moyen de dépense mensuel par foyer de 90 €, dont 27 € pour les seuls carburants. Nous devons interpeller les entreprises, les mettre face à leurs responsabilités.

Ce mandat qui se termine a eu son lot de difficultés, mais il a su aussi apporter à notre organisation de belles satisfactions. Ne boudons pas notre plaisir d'avoir été confirmé première organisation syndicale. Pour la FGMM le plaisir a été d'autant plus grand que nous sommes nous aussi 1^{er} dans l'ensemble des conventions collectives du champs fédéral et pour la première fois dans la métallurgie, pourtant berceau historique de la CGT.

La satisfaction aussi de montrer l'intérêt pour les travailleurs du dialogue social entre les partenaires sociaux. Quand nous nous mettons d'accord, cela est toujours plus bénéfique aux salariés que quand on laisse au seul gouvernement ce pouvoir. La négociation au long cours menée dans la métallurgie en est un exemple. Il aura fallu 5 ans de négociations pour obtenir une convention collective unique qui comporte des nouveaux droits pour les salariés. Si les négociations territoriales aboutissent, cette convention s'appliquera au 1 millions 5 cent mille salariés dès 2023 pour le volet protection sociale. Le dialogue de branche est source de progrès, nous devons tout faire pour qu'il aboutisse.

Si le travail de la CFDT à tous les niveaux est reconnu, si les travailleuses et les travailleurs nous font confiance, cela ne se traduit pas autant que nous le voudrions en adhésion. Pour autant nous ne devons rien lâcher et continuer à porter un syndicalisme d'adhérents, rien n'est plus dangereux idéologiquement que le repli sur soi, l'entre soi. Nous devons trouver les clés pour nous renouveler.

Bon congrès à toutes et tous.